

SORTIR DE LA CRISE EN CENTRANT LA RELANCE ET LA MODERNISATION SUR L'EMPLOI

Paul BOCCARA

l'emploi et la modernisation au centre des luttes

LES questions de l'emploi et de la modernisation sont en ce moment **au centre de la politique économique** et des luttes sociales comme des gestions des entreprises. Elles sont **au centre des affrontements d'idées** et surtout, il faut bien le dire, d'un battage mystificateur sur la fatalité des sureffectifs. Depuis la fin de 1983, on assiste à une attaque plus brutale de la plus grande partie du patronat et des directions d'entreprises contre l'emploi, avec la reprise de la croissance du chômage. En fait, l'offensive est aujourd'hui largement déployée contre une politique économique répondant aux objectifs et aux engagements de la gauche de la part du capital, à l'intérieur et à l'extérieur. C'est dans ces conditions qu'on met en avant les exigences supposées de l'équilibre extérieur de la France et de sa modernisation contre l'emploi.

En effet, après les débuts de la politique économique de gauche essayant de relancer la croissance sans encore pouvoir prendre appui sur les structures nouvelles (nationalisations étendues et nouveaux droits des travailleurs) les obstacles de la gestion dominée par les forces économiques conservatrices ont fait grandir les difficultés financières et internationales de la France. Sous leur pression, d'infléchissements en infléchissements, c'est le développement de l'emploi, objectif primordial de la gauche qui est mis en cause aujourd'hui, du moins dans les faits, et en contradiction grave avec d'autres efforts qui sont poursuivis.

A cette fin on invoque la nécessité de l'abaissement des coûts pour relever la compétitivité sur des marchés plus difficiles. Cependant on avait déjà connu cela quand MM. Giscard d'Estaing et Barre étaient au pouvoir. On avait



connu la pression sur la consommation populaire et sur l'emploi, au nom des emplois de demain. Et cela avait déjà conduit en réalité au chômage de demain. Aujourd'hui on relance la même offensive, mais de façon plus brutale, en la parant des vertus du réalisme nouveau de la gauche, ainsi que des nécessités inéluctables des mutations technologiques. En cédant à ces pressions on développerait en réalité encore les contradictions enfonçant le pays dans la crise, au détriment du développement d'une politique industrielle réussie et des efforts nouveaux menés en ce sens. Au lieu de développer hardiment les avancées vraiment nouvelles en France, à partir des transformations de structure, avec des initiatives novatrices au plan international.

On cherche à discréditer et à utiliser comme un repoussoir les luttes des travailleurs, et notamment des communistes, pour développer l'emploi, en quantité et en qualité, afin de réussir une

modernisation technologique et sociale pour sortir graduellement de la crise. On les présente comme opposés aux sacrifices indispensables et poussant à l'excès des demandes salariales, comme refusant la mobilité et cramponnés aux situations acquises contre la modernisation. En réalité, la défense des hommes face à une modernisation conçue comme reposant sur des machines sacrifiant les travailleurs et couvrant souvent le pillage financier des entreprises, cette défense fonde des luttes pour le développement novateur

de l'emploi efficace, pour des créations nettes d'emplois et de richesses réelles, contre tous les gâchis financiers que l'on cache, conformément aux exigences et aux possibilités des nouvelles technologies. Il s'agit de luttes pour une modernisation technique réussie, car fondée sur une modernisation sociale et économique hardie. Au centre de cette modernisation, nous plaçons l'intervention de toutes les catégories de travailleurs dans la vie des entreprises et des régions, utilisant de nouveaux critères de gestion.

réduire l'emploi développe les contradictions de la crise

Dans les scénarios de la politique économique, des stratégies du 9^e Plan et de la plupart des entreprises, en opposition avec certains efforts nouveaux pour la politique industrielle et la recherche, efforts pour lesquels il faudrait non seulement maintenir le cap nouveau mais aussi contre-attaquer, **on tend à s'enfermer, comme par le passé, dans deux grandes contradictions dont il convient de sortir.**

① On veut diminuer la consommation salariale et sociale en réduisant ainsi directement et indirectement l'emploi immédiat, sous prétexte de réduire les coûts des entreprises pour relever les profits et l'investissement, de réduire la demande d'importations pour compenser les importations d'investissement, de réduire l'inflation toujours pour la compétitivité vis-à-vis de la contrainte extérieure. L'investissement accru développerait, dit-on, l'emploi dans le futur. Mais sous prétexte de réduire ainsi les coûts, on sape encore davantage le débouché fondamental qu'est le débouché intérieur. Donc le débouché pour l'investissement productif lui-même et donc davantage encore l'emploi ultérieur, en favorisant d'ailleurs les coûts de la croissance financière et ceux de l'insuffisance des économies d'échelle.

On persiste à vouloir sortir de cette contradiction en favorisant avant tout les exportations. Mais ici aussi on développe encore les cercles vicieux de la crise. Ceux de la spécialisation sur des créneaux d'exportation étroits provoquant la pénétration accrue des importations, ceux de l'excès des exportations de capitaux soit pour des « crédits export » excessifs de domination, soit pour des exportations directes de capitaux, et donc les déficits de la balance des paiements. Et, les efforts de réduction de ces déficits par l'endettement accru et par la dépression de la croissance aggravent encore en réalité la dépendance et les difficultés d'une relance soutenue de la production. Sans compter les très graves illusions sur le caractère durable de la reprise chez nos partenaires.

② En favorisant le financement des profits, de l'exportation des capitaux, de l'investissement contre l'emploi productif et le débouché réel intérieur, on favorise la croissance financière au détriment de l'investissement productif. Ce qui pèse encore sur les coûts de la production réelle et sa croissance. En contradiction avec les exigen-



ces et les possibilités technologiques concernant les coûts. Soit parce que l'entreprise développe ses accumulations financières, ce qui se traduit par l'excès des amortissements, des provisions, des charges financières, soit parce que pèsent sur l'entreprise des charges de la croissance financière de ceux qui la dominent, autres entreprises, banques, patrimoines de contrôle. Et les aides publiques ou du système de financement, dans la mesure où elles ne touchent pas à cette croissance financière tendent à aggraver les coûts généraux de la production réelle tout en étant utilisées largement pour une plus grande croissance financière. →

une nouvelle croissance centrée sur l'emploi

A cet enfoncement dans les ornières du passé, nous opposons des luttes, des propositions concrètes qui seront débattues tout au long du colloque.

Elles visent à **la reprise durable d'une croissance d'un type nouveau favorisant le développement des hommes et donc l'emploi**, en quantité et en qualité.

Une croissance nouvelle de la production est en effet nécessaire afin d'atteindre les objectifs liés de sortie graduelle de la crise, de mutations technologiques réussies, de développement de la population et de ses emplois renouvelés ou nouveaux. Si le progrès technique se traduit notamment par le remplacement de travailleurs par des moyens matériels, cela ne veut pas dire fatalement la diminution de l'emploi. Même si on a besoin de moins de travail pour les moyens matériels eux-mêmes relativement aux résultats. Face à ces progrès de la productivité, pour que l'emploi diminue globalement il faut que la production physique ne croisse pas, ou ne croisse pas suffisamment, ainsi d'ailleurs que les services, les services de développement des travailleurs eux-mêmes. Il ne s'agit pas pour autant de compter seulement sur la réduction du temps de travail. Il ne s'agit pas non plus de décréter un ou deux points supplémentaires de croissance réelle, sans mettre en cause les critères poussant à la croissance financière au détriment du développement des travailleurs. Car alors on a beau jeu d'opposer le réalisme des contraintes financières à ce volontarisme de la croissance réelle additionnelle. La relance de la production seulement par l'in-

vestissement productif, par le financement des machines contre l'emploi, bute sur l'insuffisance des débouchés liés aux débouchés de consommation réagissant contre l'emploi productif lui-même. Elle bute aussi sur la croissance de l'investissement financier avec ses fuites à l'extérieur. Il ne s'agit pas pour autant selon nous de relancer la production par la seule consommation, car on buterait sur les excès des importations et aussi sur les limites de la productivité. C'est pourquoi nous luttons pour une relance et un développement structurel nouveau centré sur l'emploi efficace.

L'emploi c'est à la fois de la demande favorisant les efforts pour l'investissement productif, et de la production favorisant la croissance de la production réelle. Mais nous ne voulons pas non plus subventionner l'emploi. L'emploi efficace que nous recherchons c'est la lutte contre les excès d'importations avec la reconquête du marché intérieur et son développement. C'est la lutte contre la croissance financière, c'est une productivité supérieure économisant les moyens matériels et financiers systématiquement, développant la formation et la recherche, de façon beaucoup plus hardie. Tout cela, selon nous, nécessite de nouveaux critères de gestion cherchant à accroître la valeur ajoutée vendue relativement au capital matériel et financier avancé et non la rentabilité financière, cherchant à faire croître sur cette base la valeur ajoutée disponible pour développer encore les capacités humaines de production et améliorer la vie de la population.

révolution technologique et développement des hommes

La révolution technologique en cours développe des exigences révolutionnaires concernant le rôle des travailleurs. Certes, comme au cours de la crise de structures de l'entre-deux-guerres resurgissent les illusions réactionnaires concernant l'excès de la demande salariale et de l'emploi. Déjà un conservateur lucide comme Keynes avait dû combattre, à sa manière, dans les années 30 cette mise en cause de l'emploi. Mais il convient d'aller beaucoup plus loin. Ce sont de nouveau aussi les illusions sur l'issue par la domination des autres peuples qui prennent aujourd'hui plus particulièrement la forme de la guerre économique. Au contraire ce sont des transformations sociales nationales et internationales beaucoup plus hardies en faveur des travailleurs qui sont urgentes en raison de la crise de l'intervention

étatique dans l'économie dominée par le capital, de l'intervention de l'Etat ne mettant pas en cause les critères de gestion et favorisant comme jamais les gâchis financiers et les dominations extérieures dans cette mesure.

La véritable révolution technologique en cours que l'on peut appeler une révolution informationnelle met au premier plan le rôle de ce que l'on appelle la matière grise, de l'intelligence et de la créativité des hommes. Si les ressources humaines deviennent plus décisives que jamais alors le gâchis du chômage devient bien plus grave que jamais. Les nouveaux matériaux et les nouveaux procédés rendent possibles, mais seulement possibles, de grandes économies en moyens matériels relativement aux résultats. Ces économies sont liées à une croissance suffisante

du financement pour démarrer les productions, et aux dépenses nouvelles de développement des travailleurs, concernant la recherche et le développement de ses applications mais aussi de façon corrélative la formation, l'information, l'organisation, l'intervention nouvelle de tous les travailleurs.

Au contraire, sous la pression des critères de gestion dominants on assiste à la montée des coûts des éléments importés ou gonflés en prix, en pourcentage de la production, contre l'emploi



et la valeur ajoutée, comme par exemple dans l'industrie et les télécommunications. Il ne s'agit pas seulement de la progression de la qualité des travailleurs mais aussi de leur disponibilité et de la croissance de la masse de l'emploi pour valoriser le plus possible tous les hommes, étaler les coûts de recherche-développement, accroître les ressources réelles pour les minima critiques de dépenses nouvelles.

De nouvelles coopérations nationales et internationales sont nécessaires, tandis que la monopolisation de l'information constitue un gâchis social. Il convient de mettre en cause très profondément les règles d'allocation des ressources afin de parvenir à de véritables explosions pour certains produits et procédés, pour certains services. Ce sont les dépenses pour la population qui devraient former les coûts fixes à valoriser au mieux au lieu d'être considérées comme des coûts variables tandis que le chômage serait gratuit pour les entreprises. Et au contraire les coûts matériels et financiers fixes qu'il conviendrait de réduire, relativement aux résultats en augmentant absolument les investissements matériels et immatériels productifs.

de nouveaux critères et une concertation planifiée des gestions



Paul Boccara, Xavier Greffe, Bernard Marx

Afin d'utiliser efficacement les nationalisations étendues, les nouveaux droits des travailleurs et la décentralisation et notamment en ce qui concerne le rôle des entreprises nationalisées et leurs relations avec les P.M.E., **de nouveaux critères de gestion** sont donc nécessaires selon nous, **ainsi que de nouveaux cadres d'incitation financière et de concertation planifiée** de ces gestions autonomes nouvelles. La recherche de la rentabilité financière vise à augmenter le profit en monnaie au lieu de la valeur ajoutée réelle, comme notamment les profits d'importations remplaçant des productions par exemple dans le textile ou encore le profit des exportations de capitaux privant la production de ces capitaux, notamment pour rapporter des dollars.

Au contraire la recherche de la croissance de la valeur ajoutée réelle vendue permet à la fois

la croissance de la richesse nationale additionnelle et de l'emploi, des dépenses de développement des hommes et de la production réelle. Le but de rentabilité financière entraîne aussi la recherche de l'augmentation des patrimoines capitalistes, celle des immobilisations matérielles et financières des entreprises considérées comme des gages par la finance, d'où la tendance à leurs gâchis de plus en plus graves, du moins relativement à la valeur ajoutée produite. On pourrait citer l'exemple de la rentabilité financière dans la production de pétrole brut au détriment des investissements productifs, de l'emploi et de la valeur ajoutée dans la transformation pétrochimique.

De nouvelles coopérations sont nécessaires, favorisées et non pas introduites mécaniquement par ces nouveaux critères de gestion.

Ces nouvelles coopérations concernent les débouchés, le financement, les technologies, alors que la rentabilité financière s'oppose souvent à ces coopérations, pour faire du profit sur le dos des autres, etc.

Coopérations franco-françaises d'abord pour des programmes communs de filière augmentant la valeur ajoutée produite et l'emploi efficace dans le pays et les régions, en économisant les moyens matériels avec les mises en commun des ressources notamment au niveau de la recherche-développement et de la formation (avec par exemple des centres poussant à la fois recherche-développement - formation - organisation - intervention). →

Avec une diminution des dépenses financières, notamment celles visant à des contrôles financiers pour des économies d'échelle, grâce notamment à l'étendue et aux modalités nouvelles de coopérations.

On peut de même chercher à développer, en utilisant les atouts techniques et politiques de la France de nouvelles coopérations internationales originales et notamment des coproductions hardies permettant des rééquilibres en croissance à l'opposé des dominations financières et commerciales développant le profit contre les valeurs ajoutées et contre les hommes. Coopérations avec les pays en voie de développement tout particulièrement, avec les pays socialistes, avec les pays européens à l'opposé de la domination par les multinationales notamment japonaises et amé-



ricaines et du suivisme de ces multinationales américaines et japonaises.

Une nouvelle hiérarchie de la structure des coûts des entreprises est possible. On peut viser à réduire les coûts aujourd'hui prioritaires de la croissance financière : amortissements excessifs, provisions majorées, frais financiers gonflés avec le déficit apparent ou effectif qui en résulte. On peut aussi ne pas chercher avant tout à réduire les coûts variables de l'emploi, en croyant faire croître moins les coûts fixes, sans considérer le prélèvement des stocks de capitaux matériel et financier fixes excessifs. Leur poids sur l'inflation, sur l'exigence de rentabilité, les prix, le coût social des productions, le gâchis des aides financières publiques et du système financier nationalisé, déclenchant les cercles vicieux de la croissance financière et de ses fuites extérieures contre la croissance réelle nouvelle.

On peut viser davantage la hardiesse de dépenses immatérielles liées à l'emploi qualifié. Il faudrait développer corrélativement de nouveaux critères d'efficacité pour la sélectivité du crédit des banques, des financements publics et parapublics, la fiscalité (impôt sur les gâchis du capital ne faisant pas suffisamment de valeur ajoutée, taxation des sorties de capitaux), les prélèvements sociaux (nouvelle assiette de Sécurité sociale favorisant l'emploi qualifié), l'affectation des prêts participatifs, notamment pour des dépenses en coopérations de recherche, de développement et de formation. Dans ces conditions un processus de desserrement des contraintes pourrait être encouragé où augmentation des débouchés, baisse des coûts, retour des ressources et possibilités accrues de financement pourraient s'entraîner les uns les autres.

Les incitations financières et les concertations planifiées des gestions au niveau des régions, des filières, des contrats de plan des entreprises notamment doivent aussi prendre en compte les besoins et les possibilités aux plans global et sectoriel ou régional de création nette d'emplois au-delà du maintien de l'emploi et de financement additionnel correspondant.

On peut avancer des ordres de grandeur, on y reviendra peut-être dans le débat, pour un débat public afin d'aboutir ensuite à des chiffres plus exacts et concertés : des chiffres concernant les maintiens d'emplois et les créations nettes d'emploi, ainsi que les chiffres de financement additionnel pour les investissements et les fonds de roulement productif correspondants.

La mission historique des forces de gauche c'est l'innovation sociale sans laquelle la modernisation technologique ne peut réussir. Il convient tout particulièrement de dépasser les contradictions où la politique gouvernementale tend aujourd'hui à s'enfermer, sous la pression des forces conservatrices à propos de l'emploi.

Il convient de rejeter l'intoxication des idées réactionnaires aboutissant finalement à prôner le laisser-faire sauvage des dominants aux plans national et international, aggravant encore la crise. C'est pour de nouvelles efficacités des choix que nous en appelons à l'intervention des travailleurs.

La défense de l'emploi agressé, du pouvoir d'achat et de la vie de la masse de la population se relie selon nous à une contre-offensive pour les mutations sociales et non pas seulement technique, tout spécialement dans la gestion. C'est dans ce domaine que réside le vrai courage et le vrai réalisme. La progression de la condition et de l'intervention des hommes, des femmes, des jeunes en France et au plan international pourra en effet, avec tout particulièrement le développement de l'emploi, en quantité et en qualité, fournir non seulement les débouchés mais aussi les ressources et les agents décisifs d'une modernisation technique et sociale réussie.

P. B.